

Sommaire

P1 : Editorial

P2 : 180 OSC, dont 23 organisations nationales de femmes, renforcées en matière de plaidoyer pour la justice climatique

P3 : 1539 leaders communautaires encouragés à faire entendre leurs voix dans la résilience climatique

P4-5 : 816 agricultrices et agriculteurs initiés à la fabrication du compost dans 29 villages

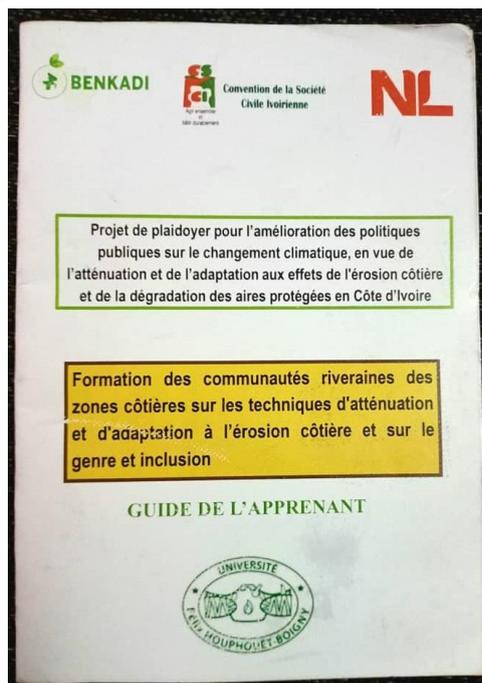
P6 : 14 productions médiatiques de plaidoyer réalisées à la suite d'un renforcement de capacité de journalistes, blogueurs et animateurs

P7 : La CSCI fait un communiqué, des députés répondent par une visite d'échanges

Editorial

Des formations sur la résilience climatique pour des solutions avisées, consensuelles et durables

Pour ce bulletin d'informations sur les activités du projet Benkadi, la Convention de la Société Civile Ivoirienne insiste sur le renforcement de capacités. En effet, qui veut aller loin ménage sa monture. Pour mieux mener notre accompagnement communautaire en vue de la résilience climatique, nous avons mis l'accent sur la formation des acteurs, en développant des outils sur mesure.



Des manuels adaptés aux cibles de la formation comme ce guide de l'apprenant conçu en partenariat avec l'université Félix Houphouët Boigny

Les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap, les organisations de la société civile dont celles des femmes, les acteurs des médias qu'ils soient blogueurs, animateurs ou journalistes, ces entités ne sont pas en marge du wagon Benkadi en Côte d'Ivoire. L'équipe projet Benkadi de la Convention de la Société Civile Ivoirienne, épaulée par les partenaires de mise en œuvre ont mis les bouchées double, consacrant une bonne partie du troisième trimestre à la formation au bénéfice des entités énumérées.

En plus des origines et conséquences des changements climatiques, les techniques de plaidoyer et la nécessité de la prise en compte du genre et inclusion marquent les temps forts des différentes sessions. Il faut préciser que ces sessions, en milieu urbain ou rural, obéissent à une méthodologie soft.

En cela, nous saluons les apports de nos partenaires techniques sur le projet comme l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), l'Université Félix Houphouët Boigny et l'Observatoire Nationale de l'Equité et du Genre (ONEG).

Grâce aux outils simples, imagés et adaptés au milieu communautaire qu'ils nous ont aidés à concevoir, le projet Benkadi laisse à la postérité des guides pouvant servir de bonnes pratiques à des projets similaires. C'est aussi le sens de notre slogan à la CSCI : agir ensemble et bâti durablement.

La Lettre du Citoyen Spécial projet BENKADI

Convention de la Société
Civile Ivoirienne (CSCI)

Abidjan Cocody - Angré, 8 -
ème Tranche, en face des
Résidences Dippoka
06 BP2768 Abidjan 06,
Tel.: (+225) 27 22 42 49 31 /
60 78 / 61 48
Cél: 07 67 79 29 63

Site web : www.csci.group
Emails : csci@csci.group
convention225@gmail.com

Nous suivre sur
Twitter : @csci225
Facebook : @societecivile225
You Tube : csci convention de
la société civile ivoirienne

Directeur de publication
Mahamadou Kouma
Coordonnateur National CSCI

Rédactrice en Chef : De Laure
Nesmon PIE
Experte Communication et
Plaidoyer Csci/Benkadi

180 OSC, dont 23 organisations nationales de femmes, renforcées en matière de plaider pour la justice climatique

L'étude de base réalisée par la Convention de la Société Civile ivoirienne sur le niveau d'implication de la société civile dans les débats sur les changements climatiques relève un taux faible. Pour corriger la donne, la CSCI à travers le projet Benkadi a outillé 180 Organisations de la Société Civile (OSC) sur la thématique.



2

Photo de famille après la formation des représentantes de 23 OSC de femmes sur la veille critique et le plaider de la prise en compte du genre dans les politiques sur les changements climatiques

La formation était participative

Les organisations ont été renforcées à travers des formations et des appuis financiers d'initiatives. Ainsi, 23 organisations féminines ivoiriennes ont bénéficié les 21 et 22 juillet 2022 à Abidjan, d'une formation en lobbying et plaider en matière de préservation des aires protégées, d'atténuation et d'adaptation aux effets de l'érosion côtière. Elles ont été mises en situation d'élaboration de note de plaider en vue de la prise en compte du genre comme rapport d'âge et de situation de handicap ou non dans la politique nationale genre et changements climatiques en cours d'élaboration en Côte d'Ivoire.

De plus, grâce au projet Benkadi, la CSCI contribue au renforcement de l'expertise de 12 organisations de la société civile intervenant au niveau national sur les changements climatiques à travers un appui financier et technique. Ces organisations concourent ainsi à la sensibilisation et à la formation des membres des communautés ciblées par le projet dans le pays. A eux, il faut ajouter 8 partenaires de mise en œuvre du projet Benkadi, appuyés, qui ont fortement contribué à la formation des communautés riveraines des côtes sur la résilience climatique.

Par ailleurs, au niveau local, 15 coordinations régionales de la CSCI composées de

représentants d'OSC ont vu leur compréhension des thématiques du projet amélioré, leur permettant ainsi de mieux suivre les activités dans les villages du projet. Dans ces villages, 105 associations de femmes, 43 organisations de jeunes et une organisation de personnes vivant avec handicap ont également bénéficié de formation. Désormais dans les villages du projet riverains des parcs nationaux ciblés, ces organisations ont une meilleure connaissance de l'importance des aires protégées, du genre et inclusion ainsi que des techniques de plaider en cas de besoins à adresser aux autorités locales. Elles ont également une connaissance améliorée des méthodes et pratiques nécessaires à la fabrication du compost pour une agriculture respectueuse de l'environnement.

Pour ce qui est des villages côtiers, les organisations communautaires renforcées du 13 au 17 septembre 2022 ont vu leurs connaissances améliorées sur les causes de l'érosion côtière dont elles subissent les conséquences. Les partenaires de mise en œuvre les ont aussi édifiées sur les techniques de résilience, sur le genre et l'inclusion. Les organisations communautaires ont été aussi renforcées en matière de plaider.

1539 leaders communautaires encouragés à faire entendre leurs voix dans la résilience climatique

L'objectif stratégique du projet Benkadi en Côte d'Ivoire est que les communautés riveraines des parcs et des côtes participent à la prise de décision sur la gouvernance climatique, sont résilientes et vivent en paix. Pour ce faire, la CSCI a organisé des tournées d'information et de formation dans les villages cibles.



Une vue des leaders communautaires formés sur le Plaidoyer dans le village Paule-Oula à Taï.



Des leaders communautaires de femmes formées sur les compétences de vie et la confiance en soi en vue de prendre part aux débats de résilience climatique.

Tout ce qui se fait pour nous sans nous est contre nous, dit l'adage. Pour leur meilleure inclusion dans la résilience climatique, ce sont au total 1539 leaders communautaires riverains des parcs nationaux et des côtes qui ont vu leurs compétences renforcées. Ce sont des chefs de villages, des notables, des femmes, des jeunes et des personnes en situation de handicap dans les 15 régions du projet en Côte d'Ivoire. Les thématiques abordées concernent la protection des parcs nationaux et la résilience à l'érosion côtière de même que les techniques de plaidoyer en milieu communautaire. L'objectif de la CSCI en coordonnant cette activité est qu'au niveau local, ces communautés participent à la gouvernance climatique.

De manière pratique, le renforcement de capacité s'est fait par le biais de deux partenariats stratégiques. La CSCI s'est alliée avec l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), leader dans la formation agricole et l'Université Félix Houphouët Boigny, notamment, l'Institut de Géographie Tropicale. Ces deux structures ont aidé à élaborer des guides de formation adaptés au milieu communautaire pour rendre digeste la compréhension des enjeux.

Au niveau des parcs nationaux, les guides de formation insistent sur l'agriculture durable et le processus de la fabrication du compost, un engrais biologique. Sur place dans les villages, les agents techniques de l'ANADER ont démontré les différentes étapes de la fabrication du compost avec la participation des communautés. Pour ce qui est des villages côtiers, l'Institut de géographie tropicale a préparé des modules sur les causes et conséquences de l'érosion côtière de même que sur les techniques de résilience, images à l'appui. L'Institut a ensuite formé les 8 OSC partenaires de mise en œuvre du projet Benkadi en Côte d'Ivoire sur ces modules. Ce sont donc ces partenaires qui sous la supervision de la CSCI ont assuré la formation dans 15 villages côtiers. Les communautés comprennent désormais les enjeux liés aux changements climatiques et s'engagent à mener les plaidoyers au niveau local pour faire accepter leurs propositions de résilience climatique aux décideurs locaux et même nationaux.

816 agricultrices et agriculteurs initiés à la fabrication du compost dans 29 villages

Cette réalisation est le fruit du partenariat signé entre la Convention de la société civile ivoirienne et l'Agence nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER). Début août 2022, les techniciens de L'ANADER ont procédé à la Formation des communautés riveraines des parcs nationaux sur l'importance de la préservation de ces espaces, sur les pratiques agricoles durables et sur le genre et l'inclusion.



Ces communautés de 29 villages dans 11 régions de Côte d'Ivoire ont bénéficié également d'une formation sur le Plaidoyer de la justice climatique afin de mieux formuler leurs besoins à l'endroit des décideurs.

L'objectif de cette formation est de les accompagner à accroître la productivité de leurs plantations par l'enrichissement du sol via des techniques durables comme le compost, c'est-à-dire l'engrais biologique. L'enjeu est de dissuader les velléités d'agriculture extensive qui agresse les parcs nationaux.

Ils sont 816 paysannes et paysans à avoir bénéficié de cette formation qui se tient dans le cadre de la mise en œuvre du projet Benkadi. Il s'agit d'un projet d'atténuation et d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques, soutenu par le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.



Différentes phases de la fabrication de l'engrais biologique dans divers villages du projet

5



14 productions médiatiques de plaidoyer réalisées à la suite d'un renforcement de capacité de journalistes, blogueurs et animateurs

La Convention de la société civile ivoirienne a organisé le 20 juillet 2022 un atelier de renforcement de capacités des acteurs des médias sur la couverture médiatique de l'érosion côtière et de la préservation des parcs nationaux dans le cadre de la mise en œuvre du projet Benkadi. Ils sont 15 acteurs des médias sélectionnés sur près de 50 candidatures enregistrées suite à un appel à soumission. A terme, ces acteurs ont réalisé 14 productions de Plaidoyer pour soutenir la sensibilisation et exhorter à la prise de décision.



Journalistes, blogueurs et animateurs ont produit 14 reportages et émission de Plaidoyer pour faire face à l'érosion côtière et préserver les parcs nationaux

4 productions radio, 4 productions sur les réseaux sociaux, 4 productions dans la presse en ligne et 2 productions dans la presse écrite. C'est ainsi que se décomptent les 14 productions médiatiques de plaidoyer sur la résilience à l'érosion côtière et la nécessité de préserver les parcs nationaux. Journalistes, animateurs et blogueurs ont parcouru des zones du projet pour réaliser des interviews audio ou vidéo en vue d'enregistrer leurs préoccupations et propositions de solutions. Ainsi, une lucarne a été faite sur la résilience des femmes à Jacqueville et à Assinie face à l'érosion côtière. Pêcheurs et mareyeuses ont également réagi au niveau de Port-Bouët

Des coopératives agricoles de femmes, des paysans, des jeunes sont intervenus sur la question de la préservation des parcs de la Marahoué, de la Comoé et de Taï, entre autres actions. Les acteurs des médias ont également donné la parole aux décideurs locaux, aux organisations de la société civile et aux experts du climat.

Ces réalisations ont été possibles à la suite d'un renforcement de capacité des acteurs des médias sur les causes et conséquences des changements climatiques, le reportage de plaidoyer de la justice climatique, le journalisme sensible au genre et la présentation des questions en plaidoyer au niveau du projet Benkadi à la CSCI. Le travail de ces acteurs diffusé dans la première moitié servira de livrables pour les actions de sensibilisation et de plaidoyer du projet Benkadi. En perspective, un concours distinguera les meilleures productions.

La CSCI fait un communiqué, des députés répondent par une visite d'échanges

Affaire Réserve Naturelle de Bingerville et lutte contre les effets néfastes changements climatiques. La Convention de la société civile ivoirienne a enregistré le 12 juillet 2022 à son siège la visite de députés de la Commission de la Recherche, de la science, de la Technologie et de l'Environnement.



Des députés ont fait le déplacement jusqu'au siège de la Csci pour une séance d'information à la suite d'une Déclaration de la faitière sur la réserve de Bingerville

Conduite par l'honorable Tchéidé Jean-Gervais, la délégation était constituée des députés.

« Cette visite intervient dans le cadre d'une mission d'information de l'assemblée nationale. Nous sommes venus nous enquêter de la position de la CSCI, suite à votre Déclaration de presse au sujet de la réserve naturelle de Dahliafleur », a indiqué le porte-parole de la délégation. En effet, la CSCI a produit une déclaration de principe devant la presse le 1er juin 2022 relative à la polémique autour de la Réserve.

Mahamadou Kouma, coordonnateur national de la CSCI a rappelé le contexte de cette sortie médiatique. « Il faut situer notre sortie sur la réserve de Bingerville dans le contexte de notre plaidoyer pour une gouvernance climatique inclusive autour de la préservation des parcs nationaux. Pour rappel, nous avons salué, à travers les diverses réactions dans les médias autour de Dahliafleur, l'expression d'une conscience écologique en construction ».

Le coordonnateur national a rappelé que pour la CSCI, cette polémique interpelle surtout les pouvoirs publics sur la nécessité d'impliquer davantage les communautés dans la prise de décision relative à la gestion des parcs et réserves de Côte d'Ivoire et de rendre régulièrement compte. « La CSCI a pour ce faire exhorter le Ministère de l'environnement et ses structures compétentes à peser de tout leur poids dans la mise en œuvre de la politique de gestion durable des parcs nationaux et réserves naturelles ainsi que leurs zones périphériques, comme c'est le cas de la Réserve de Dahliafleur.

La CSCI salue votre démarche et vous en remercie. En vous dépêchant à notre siège, à la suite de notre déclaration de presse, vous montrez ainsi votre disposition à travailler avec la société civile afin d'aboutir à des solutions consensuelles et durables. Nous sommes à l'aise avec votre démarche, d'autant plus que chez nous, notre crédo est « agir ensemble pour bâtir durablement ». (...)